

DES CRIMINELS FONT ÉCOLE

Les chefs des armées revendiquent l'impunité pour leurs meurtres de masse réalisés, en cours ou potentiels. L'uniforme, déguisement à la mexicaine ou style zouave pontifical, garantirait un anonymat relatif et par conséquent l'absence de poursuites criminelles.

LE CONTRÔLEUR GÉNÉRAL DES ARMÉES, exclusivement soumis au statut militaire, inspecte tous les régiments en vertu d'une délégation du ministre. Il enquête sur les cas de corruption ou d'abus de pouvoir, tant à l'intérieur de son administration (audit, conseil, évaluation), que pour les industries d'armement (régularité administrative, efficacité économique et opérationnelle): un chef de bande qui juge ses pairs, afin de mieux étouffer l'énormité des scandales!

Alors que leur seule raison d'être est de tuer les humains, une division RH (gestion de la chair à canon) existe dans les bureaux « finances » de chaque corps d'armée. L'intendance dispose même d'un Conseil supérieur de la fonction militaire, au Service interarmées chargé des munitions (*sic*). L'État-major des armées soigne ses relations avec les parlementaires, au sein des études stratégiques (lobbyistes + maîtres chanteurs). Les compromis entre professionnels du crime se règlent autour des Tables rondes des Associations professionnelles nationales de militaires (Union-APNM, GEND XXI, France Armement, Aprofef, APNM-Commissariat). Les personnels administratifs pléthoriques des divers services se caftent entre eux auprès d'un Haut Comité d'évaluation de la condition militaire (HCECM).

En dépit de la crise économique, il y a beaucoup trop peu de candidats à l'engagement militaire. Qu'à cela ne tienne, les généraux ont trouvé la solution: les fabriquer à la chaîne

dans l'usine de l'Éducastration nationale; d'où de nouveaux textes de loi édifiants.

Des classes de défense et sécurité générale (CDSG) ont été créées depuis 2005, avec l'objectif d'en avoir une dans chaque école. La mention « CDSG » devient obligatoire sur les diplômes pour pouvoir présenter un concours de l'État.

Afin de renforcer l'effort de guerre, la mémoire du patriotisme 100% nationaliste et criminel sera magnifiée avec une délégation de porte-drapeaux par école et des cérémonies prises sur le temps scolaire (l'idée serait de supprimer les jours fériés du 8-Mai et du 11-Novembre pour les consacrer à des commémorations avec les scolaires).

Comme la question migratoire fragiliserait la cohésion nationale (la majorité des députés d'ultra-droite n'est-elle pas composée d'immigrés?), il sera exigé dans chaque établissement la présence d'un Délégué pour l'éducation à la défense (DEAD!): par exemple, des auditeurs de l'Institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN), ou à défaut de brillants causeurs gendarmes, gardes forestiers, policiers municipaux, etc.

Comme avait été décrétée une formation continue obligatoire à la laïcité, cela impose (afin de faire croire que l'armée n'assassine pas) un module de défense dans chaque master (dispensé par de fieffés réservistes). Des épreuves « Défense Sécurité Nationale » deviennent obligatoires à l'oral des épreuves d'admission aux concours de recrutement des professeurs des écoles, aux concours externes, aux CAPEPS, CAPLP, pour les surveillants, Conseillers pédagogiques (CPE), etc.

Les stages en immersion militaire généralisés et sans exemption concernent les 560 000 élèves de seconde. Les programmes s'adaptent:

- SVT, études des pathologies et infections liées aux situations de guerre,
- EPS, gymnastique de préparation militaire,
- Technologies, orthèses et prothèses pour les blessés en opération militaire,
- Mathématiques, « Comment les maths peuvent-elles contribuer à vaincre Hitler? »,
- Musique, composer et jouer des morceaux pour l'armée,
- Littérature, étude et lecture de textes patriotiques qui sensibilisent aux enjeux de la défense...

Ces oukases – risquant d'être peu efficaces, en raison des lourdeurs institutionnelles et d'une désobéissance pacifiste – ont été programmés des camps militaires de fin d'année scolaire, voire même une conscription « à la suédoise » (c'est-à-dire à la discrétion de l'état-major pour combler les rangs).

Quant au SNU, gadget de détournement de mineurs si cher à Macron, il serait mis en sommeil, pour cause de déficit du budget...

L'institution du crime contaminera-t-elle totalement l'éducation?

Albertine Louvrier



Face à l'exponentielle croissance des bruits de bottes dans les écoles, nous souhaitons prendre l'offensive en ridiculisant cette militarisation autoritaire d'arrière-garde, mais extrêmement dangereuse dans le contexte actuel.

Le spectacle de Pascal Genneret, *Tout SNU, tout bronzé*, nous est apparu comme un bon vecteur de réflexion... Ça se passera au Cira Limousin autour du 22 mars 2025. Tenez-vous au courant : <ciralimousin.ficedl.info/rubrique2.html>.